SÉTIF

Une avenue squattée par les loubards

Dans cette rue située au centreville, voleurs et autres receleurs opèrent à la barbe des policiers. Téléphones portables, ordinateurs et appareils de musique volés se vendent en toute illégalité en présence des agents de police installés pour combattre ces malfrats...

Les autorités locales réussiront- elles à débarrasser l'avenue Mustapha-Benboulaïd de ses commerçants anarchiques et de tous ces loubards qui l'écument dès la fin de journée en bloquant carrément la circulation ? Difficile de donner une réponse précise à cette interrogation, tant cette avenue située en plein centre-ville, à quelques encablures de Aïn El-Fouara, apparaît comme étant un véritable casse-tête. La rue se transforme dès lors en un véritable bazar à ciel ouvert. Plusieurs tentatives dans ce sens ont été initiées, mais n'ont pas prospéré. Les services de police ont même affecté des agents de l'ordre à cet endroit pour dissuader les loubards. Sans succès. A l'avenue Benboulaïd, les téléphones portables de seconde main, les ordinateurs portables, les appareils de musique... d'origine douteuse ou plus exactement le fruit de rapines se vendent à la barbe des policiers. Selon certains témoignages, pratiquement tous les téléphones portables volés à Sétif se retrouvent sur les étals de l'avenue Benboulaïd. «Si vous venez acheter un téléphone portable ou un appareil ici, confie sous le couvert de l'anonymat un tenancier d'un taxiphone de l'avenue Benboulaïd, on vous le vend et dès que vous tournez le dos, un complice vous saute dessus pour vous le voler.» Les policiers en faction dans cette rue et que nous avons rencontrés ne semblent pas préoccupés de cette situation. «Regardez dans quel cadre nous travaillons.

Pensez-vous qu'on puisse mettre un policier derrière chaque personne ici ? Ce n'est pas possible. Nous faisons ce que nous pouvons avec le peu de moyens que nous avons. C'est peut-être insuffisant, mais nous faisons de notre mieux. Vous n'êtes pas obligé de relayer les plaintes des gens qui viennent vous voir. Votre rôle de journaliste c'est aussi de sensibiliser les gens.

Quand quelqu'un prend sur lui de venir acheter un appareil d'origine douteuse au bord de la route, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même en cas de pépin», martèle ce policier, l'air nerveux. Mais à peine a-t-il fini que passe devant lui un jeune homme tenant entre ses mains une dizaine de téléphones portables de seconde main. Le policier ne bronche même pas. L'illégalité, quant à elle, a de beaux jours devant elle.

I. S.

ALGER, UN LIEU, UNE HISTOIRE

Balcon Saint-Raphaël (El Biar)

Qualifié de balcon, de terrasse ou encore de belvédère, cet espace naturel unique se distingue des autres jardins d'Alger par son site surplombant la ville. Situés au bord d'une haute falaise, ses parcours enchanteurs offrent la plus belle vue de la baie d'Alger.

Son terrain, occupé par les jardins du consulat de Suède, est acquis en 1913 par la compagnie Claridge qui renoncera à y construire un hôtel et le lotira pour le vendre en 1923. Opposées au morcellement d'un lieu prestigieux, les mairies d'El Biar et d'Alger en acquerront en 1926 les plus grandes parcelles et feront classer la falaise comme site pittoresque.

Les aménagements sont engagés par le syndicat d'initiative avec la construction d'un mur de soutènement de 17 m de longueur. Les travaux véritables débutent deux ans plus tard quand la mairie d'El Biar cède à celle d'Alger la totalité des terrains pour 99 ans. Dès 1928, la municipalité d'Alger aménage la terrasse et ouvre le jardin au public.

En 1930, la municipalité fait voter les crédits pour l'aménagement des terrains boisés constituant la partie inférieure de la falaise et pour créer un escalier entre la terrasse et le boulevard Maréchal-Gallieni (aujourd'hui boulevard Bougara). Ces travaux sont achevés en un an. Outre sa situation exceptionnelle, le balcon Saint-Raphaël comprend aussi, au pied de la falaise, une petite forêt accessible par un escalier.

Sabrinal

TIZI-OUZOU

Le C-RA d'Azazga sur tous les fronts de la solidarité

L'une des plus humanitaires associations caritatives de la wilaya de Tizi-Ouzou, le comité local du C-RA d'Azazga, multiplie les initiatives de solidarité en direction des couches sociales défavorisées en ce mois sacré du Ramadan.

Sillonnant les différentes artères de la ville avec comme seul argument le label de leur association, ses bénévoles ont réussi à collecter auprès des commerçants quelque 200 colis alimentaires de 1 500 DA chacun composés de denrées de base qui sont en train d'être distribués aux familles démunies. L'autre louable action est la traditionnelle campagne de circoncision collective menée chaque année avec succès. Après les 60 circoncis de l'année dernière, une quarantaine d'enfants dotés de trousseaux bénéficieront en ce 27e jour du Ramadan de la petite chirurgie. L'acte médical est suivi d'une soirée festive en présence des familles et des autorités locales. Outre les couvertures sanitaires des événements qui ont pour cadre la localité, le C-RA d'Azazga organise des portes ouvertes sur les services publics, l'emploi et l'investissement. Tout comme il caracole en tête de la formation de secouristes élargie aux entreprises. Les 12e et 13e promotions recevront d'ailleurs leurs attestions lors de la soirée du 27e jour du Ramadan. Disposant pratiquement d'un secouriste par foyer, la ville se targue ainsi d'une sécurisation de son périmètre urbain puisque l'on signale que la majorité des accidents qui se sont produits en ville ont eu pour témoin un ou deux secouristes qui sont les premiers à les signaler à la Protection civile tout en intervenant dans les limites de leur formation.

Rappelons que l'APC d'Azazga a, pour sa part, voté un budget de 215 millions pour venir en aide aux nécessiteux. Tel une entreprise humanitaire, son siège, qui ne désemplit d'ailleurs jamais, reçoit quotidiennement des démunis qui ressortent avec le sourire. L'envergure de son action est telle que la structure espère bénéficier un jour d'une ambulance médicalisée pour participer aux opérations d'évacuation des malades.

S. H.

Une retenue collinaire risque de céder à Sidi Naâmane

Une retenue collinaire surplombant le chef-lieu de commune de Sid Naâmane constitue une menace persistante pour tout le populeux quartier de H'chicha. Réalisé durant la période coloniale, ce petit «barrage» était la fierté de toute une région. Avec une capacité de 100 000 m³, il irriguait 25 ha répartis sur 8 propriétaires terriens. Toutefois, cette retenue, faute d'entretien depuis plus d'un demi-siècle, est dans un état de dégradation avancé.

L'envasement et l'épierrement sont tels qu'elle menace ruine. Les services de l'APC avec des moyens rudimentaires ont maintes fois fait face au trop-plein en période de grandes crues en ouvrant des brèches de fortune. Et si la retenue cédait ? murmure-t-on depuis des années. Les services de la direction de l'hydraulique de la wilaya, après les constatations techniques, ont avisé l'APC de l'urgence de saisir l'Agence nationale des barrages seule habilité à se prononcer sur la «réforme». Cette procédure tant attendue en période d'étiage n'a pas eu lieu et à l'APC on multiplie les signaux d'alerte.

Le site une fois récupéré servira, compte-t-on, à la réalisation d'un complexe sportif de proximité tel que le stipulent les orientations du PDAU et ce, en remplacement de l'unique aire de jeux du chef-lieu qui a servi à la réalisation d'un CFPA de 200 places pédagogiques.

L'APC a proposé la réalisation d'une autre retenue collinaire au lieu-dit Oued Ben-Mimoun.

Tayeb B.

AGHRIBS

La rénovation d'un pont entraîne la fermeture d'une route intercommunale

La route intercommunale, qui prend naissance à la RN 71 jusqu'à la RN 73 où elle relie les communes de Fréha et Aghribs, à 30 km à l'est de Tizi-Ouzou, est fermée à la circulation depuis plus d'un mois déjà.

Une situation qui perdure et qui pénalise les riverains qui ont pour habitude d'emprunter l'itinéraire, un raccourci apprécié par les usagers des deux communes.

Il faut dire que cette route, qui traverse la forêt de Bouhlalou sur 6,5 km, a bénéficié, dans le cadre du PSD, d'une réfection totale avec revêtement en tricouches en 2007. Pourtant, dès les premières pluies de l'hiver dernier, elle n'a pas été épargnée par les torrents qui ont failli emporter certains ponts rendant la circulation difficile à certains endroits. La rénovation d'un pont serait, selon certaines sources, la motivation principale qui a amené les autorités à prendre la décision de sa fermeture.

En substitution au pont endommagé, un dalot est actuellement en phase finale de construction, mais aucune déviation n'a été prévue pour permettre une quelconque circulation des automobilistes.

Selon les autorités locales, l'enveloppe allouée à cet effet ne prévoyait pas la moindre dépense en dehors de celles affectées au projet, ce qui nécessite donc une enveloppe supplémentaire pour pouvoir effectuer ces travaux. Selon la même source, le maître d'ouvrage ne pouvait à lui seul prendre en charge la réalisation d'une déviation aux abords du pont d'autant plus que le terrain est accidenté donc nécessitant de longs travaux de soutènement en contrebas de la déviation proposée.

Selon le P/APC des Aghribs, la fin des travaux est imminente et la route reprendra son cours normal après l'Aïd. En attendant, les automobilistes s'impatientent et espèrent surtout ne pas subir sa fermeture à la moindre averse.

S. H.

JIJEL

Le pillage de sable de mer reprend de plus belle

Le phénomène de pillage de sable de mer s'est amplifié ces derniers jours sur certaines plages de Jijel au mépris de la réglementation qui interdit cette pratique préjudiciable à l'environnement, en général, et plus particulièrement au domaine maritime, ont rapporté des témoins oculaires.

Pas moins de 57 individus reconnus coupables de vol de sable de mer ont d'ailleurs été arrêtés au cours du premier semestre de cette année par les éléments de la Gendarmerie nationale lors de patrouilles sur le terrain. La quantité saisie a été évaluée, selon la même source, à 175,15 m³ de sable qui ont été confisqués et remis à des chantiers communaux.

La charge de 2 tonnes de sable est vendue 3 500 DA, a indiqué un témoin oculaire. La gendarmerie, qui reconnaît par la voix d'un officier que ces arrestations sont des «mesures insuffisantes», déplore également «le silence complice des riverains». Pour l'heure, et malgré les arrestations opérées, des camions de différents tonnages – assistés de «dumpers» et de main-d'œuvre largement disponible – conduits par des jeunes, le plus souvent sans permis de conduire, continuent régulièrement à se livrer au vol du sable des plages situées sur la côte est de Jijel, notamment à Tassoust, à quelques encablures du chef-lieu de wilaya.

Le mois de Ramadan semble avoir aussi été considéré comme un moment propice pour agresser le littoral à coup de pelleteuses. En principe, aucune extraction n'est permise mais des carrières clandestines ont «poussé» à divers endroits des plages, décimant les dunes de sable et offrant un spectacle qu'un habitant de Tassoust juge «révoltant».

Tous feux éteints, ces véhicules, dont les plaques d'immatriculation sont maculées de boue pour empêcher toute identification, chargés de sable à ras bord sillonnent pistes, chemins, voire la route nationale sur laquelle s'effectue pourtant un trafic automobile remarquable, même de nuit. Des témoins oculaires ont raconté «l'art et la manière» de voler le sable en se servant d'engins motorisés qui empruntent tous les méandres de la plage, non sans l'inévitable ronron du matériel roulant pour commettre l'infraction.

Selon un riverain, dont l'habitation n'est qu'à un jet de pierre des lieux du crime, les pilleurs choisissent de s'attaquer au sable entre 22h et 5h du matin.

La nuit est devenue le royaume de ces nouveaux «vampires» du sable qui sévissent dans des sites clandestins qu'ils ont habitude d'écumer. En outre, le téléphone portable concourt à coordonner les opérations de pillage «en toute sécurité».

Selon les mêmes témoins, l'activité de pillage s'intensifie chaque soir à quelques mètres de la plage. Le mode opératoire ne change jamais : les camionneurs éteignent les feux de leurs engins avant d'accéder au site. Ils connaissent parfaitement le terrain sinueux qui mène jusqu'à la «carrière». Des clôtures et autres garde-fous installés pour barrer l'accès aux sites sont enlevés, volés et déplacés pour faciliter le passage et éviter aux camions de s'enliser dans le sable.

Malgré les efforts des pouvoirs publics pour la protection du sable de mer, les pilleurs de cette richesse naturelle ne reculent devant rien pour dénaturer les belles plages et porter un coup sérieux à l'environnement, générant ainsi de grands et hideux cratères sur ces portions du littoral. «Une nouvelle stratégie de surveillance s'impose», a commenté un témoin pour dénoncer ce massacre qui prend de l'ampleur, notamment pendant la nuit, mais en attendant, la spéculation entretenue sur ce matériau de construction «noble» a aiguisé les appétits de nouveaux apprentis et autres candidats au pillage et à la spéculation, au grand dam des défenseurs de l'environnement.

Selon des spécialistes, l'extraction incontrôlée et effrénée des sables de plage présente le plus souvent un «impact négatif» et des «risques éminents et immédiats» sur l'environnement avoisinant. Il s'agit notamment de la «rupture de l'équilibre dynamique des plages, susceptible de provoquer des érosions marines intenses, voire une disparition pure et simple de la plage tout entière», ont-ils prévenu.

APS